

# Les Jeudis du Défap : «faciliter les réflexions pour une action missionnaire commune»

En ce mois de mai dans « Courrier de mission », Guylène Dubois a reçu Jean-Pierre Anzala, responsable du service Échange théologique au Défap, pour parler des « Jeudis du Défap ».



*Jean-Pierre Anzala dans la bibliothèque du Défap © Défap*  
Avant d'être responsable du service Échange théologique au sein du Défap, Jean-Pierre Anzala a été pasteur à Brest, puis au sein de l'Église protestante réformée de la Guadeloupe, qui a depuis 2021 le statut « d'Église associée » de l'Église

protestante unie de France (EPUdF) ; puis au sein d'une paroisse de région parisienne, à Noisy-le-Grand, qui a accueilli le synode national de l'EPUdF en 2023... Entretemps, il est aussi devenu aumônier régional des prisons et s'est impliqué au sein de la Coordination Évangélisation et formation de l'EPUdF. Autant de lieux et de rôles qui ont amené ce pasteur luthérien d'origine guadeloupéenne à s'interroger sur le rapport à l'autre, à sa foi, à sa culture. Au sein du Défap, il s'occupe, entre autres, de l'accompagnement des doctorants venus de Facultés de théologie partenaires présentes hors de France, et qui viennent faire des recherches au sein de bibliothèques comme celle de l'IPT (Institut protestant de théologie) ou celle du Défap. Ce qui lui a donné des idées pour mettre sur pied les « [Jeudis du Défap](#) », série de webinaires interactifs consacrés aux enjeux actuels de la mission – ce dont il s'explique au micro de Guylène Dubois dans « Courrier de mission », l'émission du Défap diffusée sur Fréquence protestante et Radio FM+.

« Il y avait déjà eu en 2021 les « [Jeudis de la mission](#) », nés de la tentative de transformer un forum du Défap, dont la tenue avait été rendue impossible par le Covid, en visioconférence. J'ai voulu reprendre l'idée, mais autrement. En changeant le nom tout d'abord : il ne s'agit pas de webinaires tels que pourraient les organiser telle faculté ou tel organisme spécialisé dans l'œcuménisme. Il s'agit de montrer que le Défap a quelque chose à dire et qu'il est là aussi pour penser la mission, ses enjeux. Ensuite, il fallait trouver des ressources pour pouvoir animer ces Jeudis du Défap. Et on a une mine d'or : nos doctorants, ou ceux qui sont déjà devenus docteurs en bénéficiant d'une bourse du Défap. »

## **Les Jeudis du Défap : croiser les regards sur la mission**

*Courrier de Mission*

*Émission du 19 mai 2024 sur Fréquence Protestante*

Pari réussi avec le premier de ces rendez-vous, qui a eu lieu le 4 avril sur le thème de « la mission inversée ». Peut-on véritablement considérer que le Sud, aujourd'hui, vient évangéliser le Nord ? « C'est un sujet qui interpelle à la fois les catholiques et nous-mêmes, estime Jean-Pierre Anzala. Alors il m'a paru intéressant d'avoir deux intervenants, l'un côté protestant et l'autre côté catholique. Ce croisement a donné des résultats extraordinaires : on a eu une bonne centaine de personnes en ligne. » Le texte des interventions de Corinne Valasik, maîtresse de conférences en sociologie à l'Institut Catholique de Paris, et d'Adrien Franck Mougoué, doctorant en Histoire de Religions, Département d'Histoire, Université de Douala, a depuis été diffusé par [Forum protestant](#) ; et ce premier des « Jeudis du Défap » a donné lieu à un article dans [Réforme](#).

## **Deux autres dates : 5 septembre et 5 décembre**

Prochain rendez-vous : le 5 septembre, sur le thème : « Le pardon chez Paul Ricœur : une proposition de construction socio-politique de la paix ». L'intervenant sera le pasteur Robert Louinor. Avant de conclure l'année le jeudi 5 décembre 2024, avec un rendez-vous sur le thème « Théologie interculturelle et interculturalité dans l'Église » : l'intervenant en sera le professeur Gilles Vidal. « Nous voulons nous pencher sur des sujets que nous vivons tous au quotidien, avec des professeurs, des spécialistes, explique Jean-Pierre Anzala. Par exemple, cette question de l'interculturalité sur laquelle Gilles Vidal va venir réfléchir avec nous, on la vit déjà tous les jours dans les paroisses des grandes villes. Mais comment bien la vivre en Église ? »

Au-delà de ces trois rendez-vous programmés en 2024, Jean-Pierre Anzala estime que ces webinaires ont vocation à « s'inscrire dans quelque chose de plus grand. C'est une

véritable interrogation qui est posée sur le Défap, et le dernier synode de l'EPUdF allait en ce sens : nous sommes de plus en plus encouragés à faire du Défap un lieu de formation missionnaire, de formation au témoignage missionnaire et chrétien ; on ne va pas devenir un IPT bis, mais on peut imaginer des moments de formation au Défap. Ainsi que la mise en relation des lieux de formation sur ces thèmes de la missiologie, de l'interculturalité dans l'Église ; pour que les Églises ne se trouvent pas à vivre des choses sur lesquelles elles n'arrivent pas à mettre des mots, des concepts... »

Inscrivez-vous aux prochains rendez-vous !

## **Trois publics : Églises, acteurs de la mission, curieux**

Pour Jean-Pierre Anzala, c'est une partie de « la mission que nos Églises membres nous donnent : faciliter leurs réflexions pour avoir une action missionnaire commune. » Mais le public visé par ces webinaires va au-delà. Jean-Pierre Anzala le divise en trois :

- « Les Églises. Je pense que le Défap a pour rôle d'être l'agent, ou le département, qui aide les Églises à penser leur action missionnaire, l'avenir et les évolutions de la mission ». Et en leur sein, plus spécifiquement « les « connaisseurs », ceux qui réfléchissent déjà à ces thématiques et sont un peu les « poils à gratter » de l'Église. »
- « Les acteurs, ceux qui vivent la mission, ceux qui accueillent les groupes venus d'ailleurs dans les Églises, ceux qui sont partis. C'est peut-être le plus grand public auquel on s'adresse, pour qu'eux-mêmes soient des vecteurs de cette flamme auprès d'autres, pour que la mission continue. »
- « Ceux qui se demandent ce qu'est le Défap, ce qu'est la

mission : n'est-ce pas un vieux mot, est-ce toujours d'actualité ? Tous ceux qui veulent peut-être avoir d'autres relations à l'étranger, aux autres Églises, à d'autres manières de recevoir la foi. Ces chercheurs, ces curieux, le Défap, en tant qu'organisme de mission, s'intéresse beaucoup à eux aussi. »

---

## **Nouvelle-Calédonie : la déclaration de la Conférence des Églises du Pacifique**

La Conférence des Églises du Pacifique, qui regroupe 28 Églises protestantes et 11 conseils d'Église depuis l'Australie et la Nouvelle-Zélande à l'Ouest jusqu'à la Polynésie orientale, prie et appelle à la cessation de la violence. Mais elle se montre aussi très critique vis-à-vis du gouvernement français. Elle réclame une intervention de l'ONU pour mener une mission de dialogue.



*Vue de la 12ème assemblée de la conférence des Églises du  
Pacifique © Gilles Vidal*

Les violences que connaît actuellement la Nouvelle-Calédonie mettent à nouveau en péril la dignité de la vie de chaque être humain sur le territoire. Alors que nous prions et appelons à la cessation de la violence, de toutes parts, nous sommes également conscients de la réalité de ce dont nous avons été témoins, non seulement au cours des derniers jours, mais au cours des mois écoulés depuis que le poing du gouvernement français a commencé à se resserrer sur la gorge du peuple kanak, alors qu'il continue de crier du plus profond de son cœur sa propre expérience de la liberté, de l'équité et de la fraternité.

On ne peut ignorer que cette éruption de violence est la manifestation de la douleur, du traumatisme et de la frustration d'une communauté dont les droits autochtones et politiques ont été constamment bafoués par un gouvernement

français dont la rhétorique de « nation du Pacifique » est démasquée par ses actions. La situation dans laquelle se trouve la Kanaky Nouvelle-Calédonie est l'expression de l'incapacité politique à prendre en charge l'émancipation du peuple kanak et des communautés présentes sur le territoire et son destin commun. Nous constatons que plus de trente ans après les Accords de Nouméa, la position politique de l'État français ne semble pas avoir évolué et sa neutralité vis-à-vis du processus de décolonisation engagé avec le pays n'est plus respectée.

Le 2 avril, le Sénat a voté sans hésitation le dégel des listes électorales, feignant d'ignorer l'une des armes de ceux qui veulent tuer l'Accord de Nouméa et enterrer définitivement la question de la pleine souveraineté. Le Mercredi 15 mai, l'Assemblée nationale a voté la proposition de loi constitutionnelle visant à débloquent le corps électoral de la Nouvelle-Calédonie.

## **Promesse non-respectée**

Cette décision fait suite aux nombreuses demandes de report du 3e référendum formulées par des militants indépendantistes, des politiques, des historiens, des associations, des églises et des ONG auprès du Président Macron et de son ministre de l'époque M. Lecornu, afin de permettre aux familles kanak et calédoniennes endeuillées par le Covid 19 de faire leur deuil. L'État colonial français a décidé de maintenir la consultation du 3e référendum, ce qui a conduit à un appel à la non-participation des forces vives en faveur de l'indépendance pour ne pas prendre part au complot mené par le colonialisme français. Cela a facilité la victoire du « non » à 96,50%, pour une participation de 43,87% sans les autochtones kanak et les partis politiques indépendantistes, contre une participation de 81% en 2018 et 85,69% en 2020.

Pour rappel, le gouvernement français n'a pas respecté la promesse faite par le Premier ministre de l'époque, M. Edouard

Philippe, de ne pas initier le référendum avant l'élection présidentielle de 2022. Les conséquences de ce « passage en force » sur le 3e référendum du 12 décembre 2021 sont toujours d'actualité. Après vingt ans de gestion consensuelle, la rupture du dialogue entre le gouvernement français et les indépendantistes et le peuple kanak est désormais une réalité. Et l'étroite collaboration entre le gouvernement français et la droite locale (pro-française) est au grand jour, entre la nomination de Mme Backes comme Secrétaire d'État à la Citoyenneté, qui occupe également le poste de Présidente de la Province Sud, et la nomination de 2 députés calédoniens comme rapporteurs des différentes réformes engagées par l'État sur le dossier calédonien à l'Assemblée nationale, MM. Metzdorf et Dunoyer.

## **Cultures multiples**

Ainsi, sans crainte ni considération pour le peuple kanak, l'État colonial français affiche fièrement son impartialité dans le traitement des questions de l'après Matignon-Oudinot et de l'Accord de Nouméa. Le processus d'humanisation est un défi pour le peuple de la Nouvelle Calédonie Kanaky, riche d'héritages différents et de cultures multiples, interpellé par la mondialisation, ses effets et ses conséquences. Il leur faut à nouveau s'engager dans un grand palabre. Quand le « dialogue » est vital et incontournable, de cette discussion naîtra une nouvelle vision de la parole qui pourra construire le futur Do Kamô, dont les valeurs sont déjà pressenties : Valeurs kanak et coutumières, valeurs océaniques, valeurs chrétiennes, valeurs républicaines.

En 1979, l'Église Évangélique de Nouvelle-Calédonie et des Îles Loyauté adopte lors de son synode la Déclaration de Guarou, qui proclame la revendication d'indépendance du peuple kanak par rapport à la situation politique de l'époque. L'Église prend position contre toutes les formes d'injustice et d'exactions commises par un État colonial et son système oppressif, après une profonde réflexion théologique sur le

thème de la libération de l'homme des chaînes d'oppression et de déshumanisation créées par un système colonial destructeur.

## **Humanisation et transformation**

En accord avec cette position, lors de la 12e Assemblée Générale de la Conférence des Églises du Pacifique en novembre 2023, l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie a proposé « DoKamo : Christ nous Transforme-nous dans ta Nouvelle Humanité » comme son thème régional. Un encouragement à notre famille Pasifika et Oikumene à réfléchir à la situation de notre humanité et à sa capacité de résilience et de transformation face aux défis de la société moderne dans la Maison de Dieu Pasifika.

Le concept de DoKamo, qui nous vient de la région Ajie-Arô, nous invite à un processus d'humanisation et de transformation. Introduisant l'idée d'une humanité en évolution permanente, le concept de DoKamo souligne le lien multidimensionnel profond de l'être humain avec sa terre et la nature qui la compose et le définit, avec ses Ancêtres et son patrimoine immatériel, avec les membres de sa communauté et avec les autres. Cette interconnexion extraordinairement riche devrait nous conduire vers une existence plus consciente, plus élevée. Si la conception de l'être humain comme chantier permanent implique une recherche perpétuelle de l'être et du devenir, de l'existence en relation harmonieuse avec ses différentes formes de relations, une direction est clairement définie, celle de la dignité de la vie. La transformation de l'être humain ne vise qu'à le construire ou à le doter de valeurs, de compétences, de maîtrise, de savoirs, de savoir-faire, de savoir-être et de savoir-devenir, afin qu'il puisse exercer pleinement le premier métier de l'homme : vivre. La vision existentielle kanak exige, à travers son éducation, de vivre pleinement dans la dignité.

Cette exigence leur permet de définir leur rapport au cosmos, à la nature, aux autres, aux étrangers, au temps, à l'espace,

aux mots, à leur environnement, etc.

Le nouvel être humain est appelé à rechercher sa « Do Kamoïté » pour vivre ensemble dans la paix et l'amour dans le pays.

## **La Conférence des Églises du Pacifique demande donc instamment :**

- **Aux membres de l'Église protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie, aux Églises sœurs, aux religions sœurs et à tous les croyants de Kanaky**, pour lancer un appel à la prière, à la solidarité et à la compassion en ce temps de crise : toute vie humaine est précieuse et sacrée, quelles que soient les opinions politiques ou l'origine ethnique de chacun. Nous possédons tous, tels que nous sommes, le don sacré de la vie que Dieu nous offre ;
- **Aux responsables politiques, coutumiers et religieux**, ainsi qu'à tous ceux qui vivent en Kanaky, de faire preuve de responsabilité, de calme et de paix en cette période de crise ;  
L'État et le gouvernement de Nouvelle-Calédonie interdisent la vente et l'utilisation d'armes à feu ;
- **Nous appelons nos Églises membres et les conseils nationaux d'Églises**, ainsi que nos partenaires régionaux et mondiaux, à la prière et à la solidarité pour soutenir la voix du peuple dans la région et au niveau international. Nous appelons en outre le Conseil œcuménique des Églises, par l'intermédiaire de la Commission des Églises pour les affaires internationales, à faire de cette question une priorité de son travail en s'engageant auprès du gouvernement français et des Comités des Nations Unies sur la décolonisation (C24 et 4e Comité) dans ses bureaux de Genève et de New York.
- **L'État français** à honorer son rôle impartial dans le processus de décolonisation en retirant immédiatement le

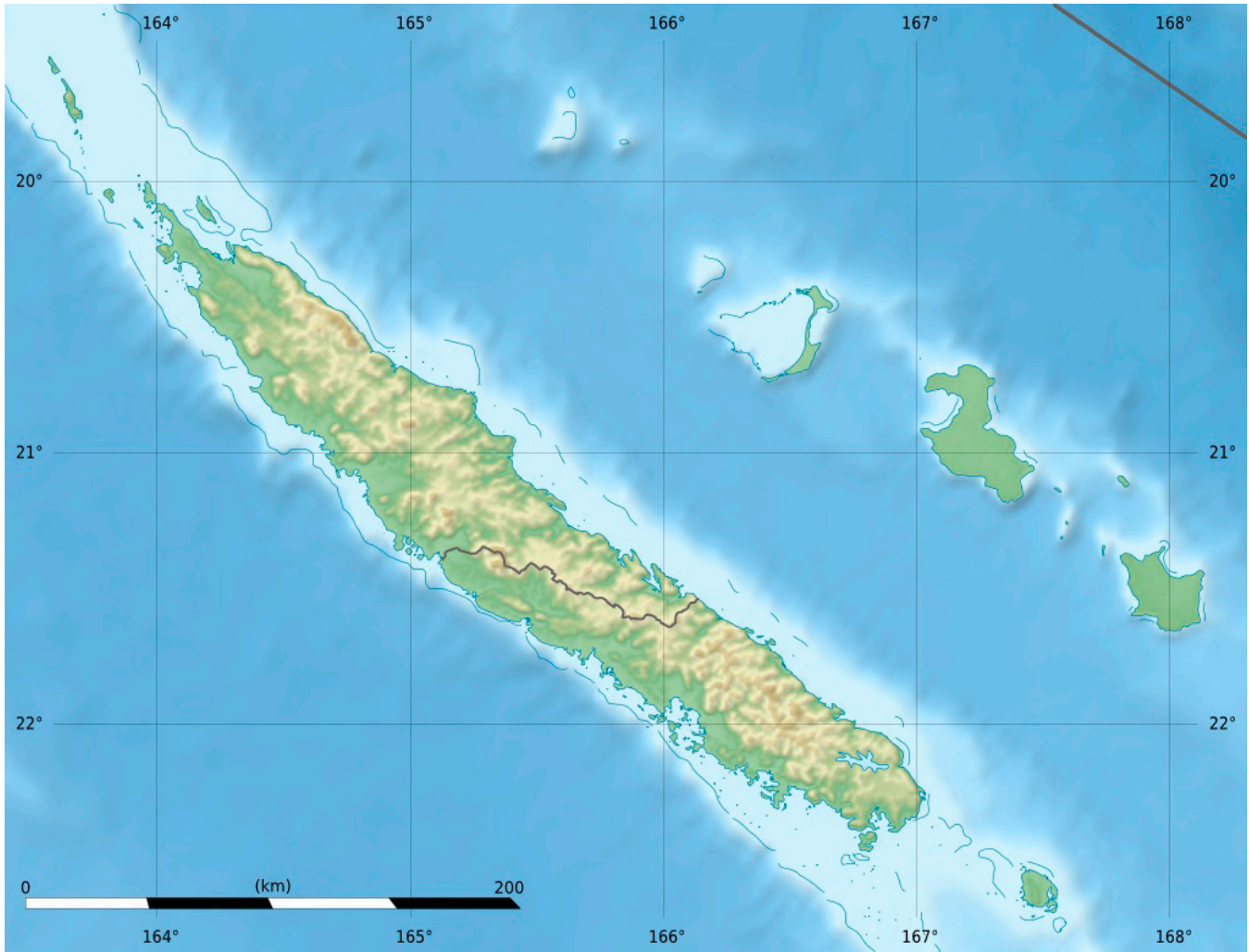
projet de loi constitutionnelle visant à débloquent le corps électoral, et d'entamer immédiatement un processus de dialogue équitable, facilité par une tierce partie neutre ; et

- **L'ONU** doit mener une mission de dialogue impartiale et compétente pour suivre de près la situation alarmante du pays.

---

# Appels à la prière pour la Nouvelle-Calédonie

L'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), membre de la Cevaa, invite les Églises-sœurs à la prière pour la Nouvelle-Calédonie, relayant un appel rédigé par Mgr Michel-Marie Calvet, archevêque de Nouméa depuis 1981. Cette « déclaration commune des Églises historiques de Nouvelle-Calédonie » a été diffusée lors du dimanche de Pentecôte, et reprise par la Cevaa et l'Église protestante unie de France.



*Carte de la Nouvelle-Calédonie* © Eric Gaba – Wikimedia Commons  
Après les heures dramatiques que la Nouvelle Calédonie vient de traverser, les désastres innombrables, incalculables qui se sont déroulés et se déroulent encore sous nos yeux, avec ces vies enlevées, les chrétiens que nous sommes ne peuvent rester les muets spectateurs inactifs de la tourmente cyclonique qui nous frappe en ce moment.

Il nous faut apporter notre pierre pour donner une chance à la paix. Protestants et catholiques, nous avons tous été baptisés en un même baptême qui nous a donné à tous la même vie divine, une commune identité, le même ADN chrétien.

Nous sommes tous fils et filles du même Père, partageant la même filiation. Nous sommes tous frères et sœurs de Jésus-Christ dont nous formons le corps.

Par nos divisions et nos rejets multiformes, nous avons trahi

notre foi. Nous avons trahi notre baptême. Nous avons trahi Jésus-Christ.

L'Évangile apporté il y a 174 ans sur cette terre, sans aucun esprit de conquête, a été progressivement accueilli et adopté comme élément d'une même identité, au même titre que le pilier de la coutume.

La conséquence fut immédiate : alors qu'ils étaient tous étrangers les uns pour les autres, tous entendaient, comprenaient la seule langue véritablement universelle, la langue de Dieu, la langue de l'amour, la langue de notre éternité.

Malgré toutes leurs diversités et leurs incommunicabilités, ils devenaient « un » en comprenant, partageant, adoptant unanimement la même annonce de la Bonne Nouvelle.

*Posons un signe fort pour dire non à la violence*

Ce dimanche nous célébrons la Pentecôte.

C'est un signe du ciel qui nous est envoyé pour enrayer le processus mortel qui s'est enclenché sans que plus personne, sauf les armes, ne puisse l'arrêter. Seul le Ciel, et l'Esprit-Saint, peuvent nous aider à trouver les mots du chemin de la fraternité et de la paix.

Tel est notre devoir de chrétiens qui s'impose à nous sous peine de trahison.

Nous ne pouvons plus nous taire et nous rendre complices du mal qui, telles les éruptions ravageantes d'un volcan, se met à régner partout en répandant le désastre et la misère.

L'île la plus proche du paradis est devenue l'île la plus proche de l'enfer. Tant de propos politiques sont disqualifiés. Ils ne sont plus audibles, crédibles.

Il ne reste que l'autorité de l'Évangile, celle que nos aïeux ont adoptée et qu'ils nous ont léguée pour en faire le code de notre vie sur terre, la règle d'or pour bâtir cette terre en nation chrétienne, anticipation du Royaume du Père.

Posons un signe fort pour dire non à la violence qui n'engendrera qu'un surcroît de violence, de malheur et de larmes. Lançons un vigoureux appel à l'arrêt des violences.

Exigeons de nos élus une obligation de résultat pour un avenir partagé de paix et de concorde, de fraternité perdue et retrouvée.

Puison dans la prière à l'Esprit-Saint la force de croire en la puissance de l'amour pour briser celles de la violence et de la haine pour que vivent enfin et pour toujours la fraternité, la concorde et la paix sur cette terre où nous vivons tous.

***Réaction de la Conférence des évêques de France***

*La Conférence des évêques invite tous les catholiques à s'associer à la prière proposée par les Églises chrétiennes en Nouvelle-Calédonie. Puissent les responsables politiques trouver les chemins du retour à la confiance et au dialogue. Cette crise est le signe qu'un travail plus en profondeur est nécessaire encore pour construire un avenir favorable pour tous.*

---

**Diminuez votre empreinte  
carbone avec le Défap !**

Pour lutter contre le changement climatique, chaque geste compte. C'est valable pour les organisations humaines, États, entreprises, ONG, Églises ; c'est valable pour les individus. Le Défap a ainsi mis en place une stratégie ambitieuse de réduction de ses émissions de CO2 et de compensation carbone. Et vous, que ferez-vous pour le climat ? Pourquoi ne pas vous associer aux projets portés par le Défap par un don, et contribuer ainsi à réduire votre propre empreinte carbone ? Vous pourrez par la même occasion vous engager pour plus de justice climatique, en finançant un projet bon pour l'environnement, et bon pour les populations concernées. Présentation avec Maëlle NKOT, notre Chargée de projets.



*Vue d'un village au Bénin © Wegmann, Wikimedia Commons*

[Donnez pour ce projet !](#)

Le changement climatique, nous y sommes déjà tous confrontés. Mais ses effets n'ont pas le même degré de gravité dans la vie de chacun. Pour des vacanciers, ce sera peut-être une canicule qui oblige à désertier la plage et à rechercher la fraîcheur. Pour des agriculteurs, une sécheresse qui détruit leurs

récoltes, et les ruine. Pour les habitants d'une région confrontée à des inondations à répétition, ce peut être la mort à brève échéance. Et pour ceux de pays que guette la montée du niveau des mers, l'obligation de fuir. C'est le cas par exemple au Bangladesh, où trente-neuf millions de personnes sont directement menacées.

## **Chaque geste compte**

Selon le 6ème rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 3,3 milliards de personnes vivent dans des zones qui sont déjà vulnérables au changement climatique. Or l'augmentation de la teneur des gaz à effet de serre dans notre atmosphère, au premier rang desquels le dioxyde de carbone, se poursuit encore. Leur concentration s'élève aujourd'hui à un niveau jamais atteint depuis deux millions d'années. Le respect de l'objectif de limiter le réchauffement global à 1,5°C nécessite un pic des émissions de CO<sub>2</sub> en... 2025 au plus tard. C'est-dire demain. Ensuite, il faudra que ces émissions décroissent, jusqu'à atteindre la neutralité carbone en 2050. Et comme le rappelle le GIEC, « chaque dixième de degré compte ». Chaque dixième de degré au-dessus du seuil des 1,5°C se traduira par plus de tempêtes, d'inondations, de vagues de chaleur, et surtout de drames humains.

**Alors que faire ?**

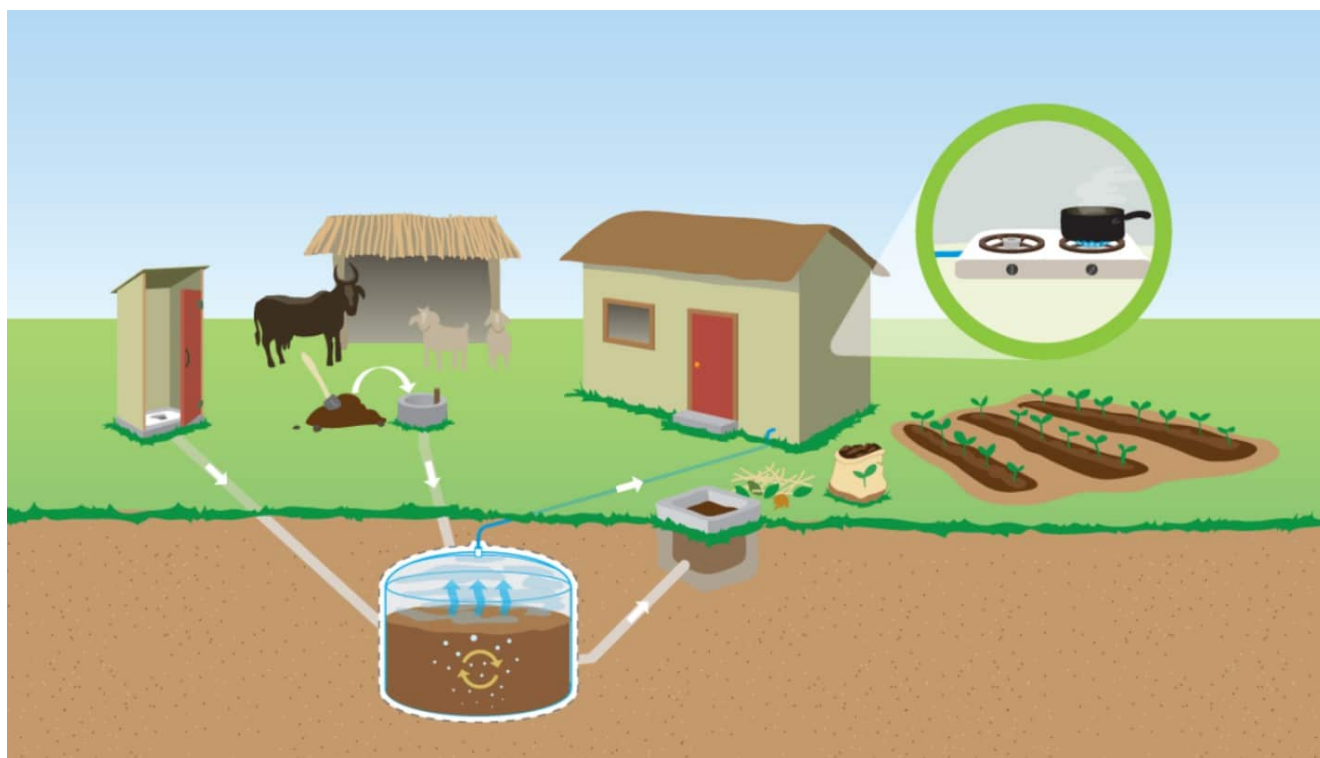
*Des biodigesteurs pour Agbonan : présentation par Maëlle NKOT,  
notre Chargée de projets*

Pour diminuer les émissions globales de gaz à effet de serre, chaque geste, chaque engagement compte. C'est valable au niveau individuel. C'est valable aussi pour les organisations : États, entreprises, ONG... Et comme la plupart des activités humaines produisent du CO<sub>2</sub>, et qu'on ne peut tout stopper, le Protocole de Kyoto a inventé dès 1997 le mécanisme de la « compensation carbone ». Il s'agit en gros de contrebalancer les émissions de gaz à effet de serre que l'on ne peut réduire en finançant des projets qui se traduisent par une diminution d'autres émissions de ces mêmes gaz. Dans le cas d'ONG internationales, ce mécanisme est très utile pour compenser des activités que l'on ne peut réduire, par exemple des déplacements à l'étranger. Dans le cas précis du Défap, dont le but est d'entretenir des liens entre Églises par-delà les frontières, il n'est pas possible de mettre fin à tous les voyages, ce qui se traduirait par la fin des relations. Il est possible en revanche de traquer toutes les autres sources d'émissions de CO<sub>2</sub> et de tâcher de les réduire. C'est ce qui a été fait avec, par exemple, des travaux d'isolation et de modernisation du chauffage du 102 boulevard Arago. Et il est

possible de compenser les émissions résiduelles. Pour cela, **le Défap finance des projets qui se traduisent par une baisse des émissions de CO2**. Comme les pays du Sud sont les plus impactés par les effets du réchauffement climatique, c'est sur des partenaires présents dans ces pays que le Défap s'appuie, de manière à améliorer les conditions de vie des populations concernées.

Et **le Défap va au-delà de la compensation carbone** : les projets qu'il porte en 2024, en s'appuyant sur l'expertise du Secaar, doivent se traduire par une baisse d'émissions de CO2 supérieure à ce qu'il produit lui-même.

**Vous pouvez dès lors, vous aussi, réduire votre propre empreinte carbone en participant au financement de l'un de ces projets : l'installation de biodigesteurs dans le village d'Agbonan, au Bénin.** Par votre don, vous contribuerez aussi à plus de justice climatique, en soutenant un projet bon pour l'environnement et bon pour les villageois.



*Ce que produit un biodigesteur : du gaz à usage domestique, et des fertilisants agricoles © Jean Velasques, RedBioLAC Conference*

## **À quoi serviront vos dons ?**

- avec 50 € : Vous participez à la sensibilisation de 4 ménages à la gestion et au tri des déchets.
  - avec 100 € : Vous participez à la formation de 10 personnes à l'utilisation d'un biodigesteur.
  - avec 150 € : Vous participez à l'achat de 5 brouettes pour le transport des déchets.
  - avec 800 € : Vous participez à l'équipement de 75 ménages pour le tri des déchets.
  - avec 1200 € : Vous participez à l'achat et la construction d'un biodigesteur.
- 

## **Mission de l'Église et ministères: les décisions du synode national de l'EPUdF**

Le Synode national de l'Église protestante unie de France, réuni à Toulon du 8 au 11 mai 2024, a décidé de renforcer son témoignage et sa mission en affirmant trois convictions majeures.



*Culte final du synode national 2024 © EPUdF*

Après trois ans de réflexions partagées et de débats dans l'Église protestante unie de France, le Synode national a manifesté sa volonté de renforcer son témoignage et sa mission avec l'ensemble des Églises locales/paroisses et permettre à chaque acteur de la vie de l'Église de bénéficier de formations adaptées.

Le Synode national de l'Église protestante unie de France, réuni à Toulon du 8 au 11 mai 2024, a réaffirmé trois convictions majeures pour définir la mission de l'Église et de ses ministères :

▪ ***Vivre toute notre vie d'Église dans une perspective missionnaire***

En prenant soin des lieux de vie d'Église en accompagnant de manière adaptée leur vie et leur témoignage, en allégeant et assouplissant la gouvernance

de l'Église.

▪ ***Favoriser notre témoignage par des ministères adaptés***

Le Synode a décidé le principe d'un nouveau ministère personnel de l'Union, différent du ministère pastoral, adapté à la dynamique d'une Église de témoins.

▪ ***Renouveler la formation dans la perspective du témoignage***

Le synode demande de :

- Renforcer la formation au service de tous les lieux de vie d'Église par la création d'un poste de permanent dédié à la formation.
- Renouveler la formation initiale et continue des pasteurs

Dès 2025, le Synode national sera appelé à définir les modalités pratiques. Ces décisions ouvriront alors une période d'expérimentations.

---

## **26 juin : une nuit de prière pour les victimes de la torture**

Chaque année, l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) propose aux chrétiens de toutes confessions de devenir veilleurs, au cours d'une nuit de prières à l'intention de ceux qui, partout dans le monde, sont torturés. Cette chaîne de prière mondiale est un événement œcuménique unique, une action tout à

la fois individuelle et collective. Depuis 2006, plus de 180 victimes ont été soutenues au cours de cet événement.



# NUIT DES VEILLEURS

Le 26 juin 2024, à l'initiative de l'ACAT-France,  
la Nuit des Veilleurs aura pour thème

« Grâce au Christ, la vie a vaincu la mort »

Cette 19e édition, qui marque également l'anniversaire des 50 ans de l'ACAT, rassemble chrétiens du monde entier et sympathisants de toutes générations, engagés dans la défense des droits humains.

**Ensemble, portons la flamme de l'espérance !**

### *Illustration pour la nuit des veilleurs 2024*

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture). L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.

Cette 19ème édition, qui marque également l'anniversaire des 50 ans de l'ACAT, rassemble chrétiens du monde entier et sympathisants de toutes générations, engagés dans la défense des droits humains. Pour cette nouvelle Nuit des Veilleurs, l'ACAT propose le thème suivant : « Grâce au Christ, la vie a vaincu la mort » en s'appuyant sur le message de l'apôtre Paul « o`mort, ou`est ta victoire ? » (I Corinthiens 15. 55)

Depuis 2006, ce sont plus de 180 défenseurs et défenseuses des droits qui ont été mis en valeur et soutenus par les membres ou des sympathisants de l'ACAT-France. Plusieurs types d'actions sont possibles, mais les plus fréquentes consistent à organiser ou participer à des veillées le 26 juin dans des lieux de cultes, ou en plein air, à toute heure de la journée, à le faire savoir en inscrivant cette action dans un formulaire disponible sur le site [www.nuitdesveilleurs.fr](http://www.nuitdesveilleurs.fr) ; à allumer une bougie virtuelle avec votre prénom et la ville où vous habitez ; à écrire un message de soutien sur carte postale qui parviendra aux défenseurs et défenseuses des droits soutenus.

## **La torture fait partie des pires manifestations du mal**

Celui qui est engagé dans le combat contre la pratique de la torture se sent parfois dans le doute et déboussolé. Une force en lui le pousse cependant à persévérer : il sait que Dieu sera avec lui dans le combat difficile qu'il doit mener contre les puissants, afin d'arracher la victime injustement condamnée à ses bourreaux et lui rendre le plein respect de sa dignité.



Floriane Irangabiye  
BURUNDI



Kenia Hernandez  
MEXIQUE



Yonny Ronay Chacon González  
MEXIQUE – CHIAPAS

*Quelques-unes des victimes de torture soutenues par l'ACAT*

Pour cette année, les victimes d'injustices et de tortures que l'ACAT-France soutient sont Floriane Irangabiye, Jean-Rémy Yama, Kenia Hernandez, Yonny Ronay, Prageeth Eknaligoda, Nguy Thi Khanh, Jalal, Abdullah, Yousef, Hassan, Ali Jaffar, Jawad, Ali Hassan, Mahdi, Mohamed Ramadan et Hussein Ali Moosa.

Elles sont menacées, battues, emprisonnées, mises au secret, pour leurs engagements politiques, leurs convictions, leur volonté de défendre les plus démunis, au péril de leur vie.

Le 26 juin, soutenez les, dites-leur qu'on ne les oublie pas, priez pour elles et pour eux, et écrivez-leur.

---

## **«Mission : le sens des mots» : un colloque au Défap pour les 30 ans de l'AFOM**

En cette année 2024, l'Association francophone œcuménique de missiologie (AFOM) marque les trente ans de sa création avec un colloque : organisé avec l'Institut Catholique de Paris et l'Institut Protestant

de Théologie, avec la collaboration de Perspectives Missionnaires, il aura lieu du 26 au 29 juin à l'IPT et au Défap. Regroupant tant des universitaires que des acteurs de terrain, l'AFOM constitue un lieu d'étude et de recherche autour de la notion de mission dans le christianisme et du fait missionnaire. Pour assister à ce colloque (gratuit pour les étudiants et chercheurs), les bulletins d'inscription sont disponibles.



# Association Francophone Oecuménique de Missiologie

## “MISSION : LE SENS DES MOTS”

Obsolescence, innovations et mutations des termes de la mission



Photo by Hillert WCC Switzerland 2024

**COLLOQUE INTERNATIONAL  
26-29JUN 2024 - PARIS**

Institut Protestant de Théologie, 83 bd Arago, 75014 Paris  
Service protestant de mission -DEFAP, 102 bd Arago, 75014 Paris  
Contact : [c.marin@chens.icp.fr](mailto:c.marin@chens.icp.fr) ou [gilles.vidal@ipt-edu.fr](mailto:gilles.vidal@ipt-edu.fr)



Outre ses activités avec des Églises partenaires, avec

lesquelles il entretient des liens par des échanges de personnes ou par le soutien à des projets, le Défap est impliqué directement dans le fonctionnement de divers organismes de recherche missiologique. C'est le cas de l'AFOM (Association francophone œcuménique de missiologie), dont il soutient les activités : elle organise des colloques et des rencontres de chercheurs, afin de promouvoir la contribution spécifique du monde francophone à la missiologie chrétienne. C'est également le cas de Perspectives Missionnaires : cette association qui publiait la revue de même nom travaille désormais avec *Foi & Vie*, dont elle produit les « Cahiers d'études missiologiques et interculturelles ». Le Défap est impliqué à la fois dans le comité éditorial (aux côtés de la Cevaa et de DM) et dans l'équipe de rédaction.

Et en cette année 2024, qui voit l'AFOM célébrer ses 30 ans, Perspectives Missionnaires fait partie, avec l'Institut Catholique de Paris et l'Institut Protestant de Théologie, des organismes participant à l'organisation d'un colloque pour marquer cet anniversaire. Colloque qui aura lieu du 26 au 29 juin à l'IPT et au Défap, sur le thème : « *Mission : le sens des mots* » – *Obsolescence, innovations et mutations sémantiques des termes de la Mission*. Pour tous les étudiants et chercheurs associés, il est possible d'y assister gratuitement [en remplissant ce bulletin d'inscription](#) (ou alors moyennant 60 euros pour les non-chercheurs).

## **Des « Cents mots de la mission » à aujourd'hui**

En trente ans, le phénomène missionnaire, mais aussi les mots qui le décrivent ont considérablement évolué. L'objectif de ce colloque est de mesurer d'un point de vue interdisciplinaire l'évolution du vocabulaire qui détermine la mission et ses champs sémantiques, ainsi que les obsolescences voire les disparitions de certains termes. Une entreprise qui s'inscrit dans le droit fil du *Dictionnaire œcuménique de missiologie : cent mots pour la mission* paru en 2001 – œuvre pionnière qui témoignait alors de la diversité des mots employés pour dire

la mission. Réalisé, déjà, grâce à l'AFOM, et publié en coédition aux éditions du Cerf (Paris), Labor et Fides (Genève) et Clé (Yaoundé), cet ouvrage avait mobilisé pour sa rédaction une quarantaine d'auteurs catholiques, protestants et orthodoxes, autour de cinq auteurs principaux : Ion Bria, Philippe Chanson, Jacques Gadille, Marc Spindler et Jean-François Zorn. Depuis « adaptation » jusqu'à « vocation missionnaire », en passant par « conversion », « inculturation », « plantation de l'Église », « prosélytisme » ou « rite », ce lexique théologique utile à des générations d'étudiants et de chercheurs proposait pour chaque entrée une définition simple et scientifiquement étayée par une courte bibliographie.

L'objectif de ce colloque n'est pas de reproduire l'entreprise des *Cent mots*, ni même de l'actualiser, mais, tel un laboratoire, de stimuler la réflexion et de tester les transformations sémantiques ou les néologismes qui affectent les études sur le fait missionnaire depuis une trentaine d'années.

## **Pré-programme du colloque**

**Mercredi 26 juin 2024**

**Service Protestant de Mission – Défap, 102 Bd Arago, 75014 Paris**

- 16h00 : Ouverture du colloque par Catherine Marin et Gilles Vidal
- 17h30 – 19h30 : 1ère session
- 19h30 : buffet
- Soirée libre

**Jeudi 27 juin 2024**

**Institut protestant de théologie – 83 Bd Arago, 75014 Paris**

- 9h -13h : 2e session
- 13h -14h : Buffet
- 14h -17h : 3e session

**Service Protestant de Mission – Défap, 102 Bd Arago, 75014 Paris**

- 18h – 21h : Conférence à deux voix organisée par la revue Cahiers d'études missiologiques et interculturelles (Perspectives Missionnaires), avec Bernard Coyault (Faculté universitaire libre de théologie protestante, Bruxelles) et Ignace Ndongala Maduku (Université de Montréal) suivie d'un buffet

**Vendredi 28 juin 2024**

**Institut protestant de théologie – 83 Bd Arago, 75014 Paris**

- 9h -13h : 4e session
- 13h -14h : Buffet
- 14h -18h : 5e session
- 19h30 : Soirée surprise (intervenants)

**Samedi 29 juin**

**Service Protestant de Mission – Défap, 102 Bd Arago, 75014 Paris**

- 9h – 12h : 6e session et clôture du colloque

**Liste des intervenants\***

- Eugène BARON, University of South Africa
- Martin BELLEROSE, IERTIMM Université Saint Paul de Montréal
- Gilles BERCEVILLE, Institut d'Histoire des Missions, Institut Catholique de Paris
- Michel CHAMBON, Asia Research Institute, National

University of Singapore

- Bernard COYAULT, Faculté universitaire libre de théologie protestante, Bruxelles
- Roberta GROSSI, Università Pontificale Gregoriana, Rome
- Andreas HEUSER, Universität de Bâle, Deutsche Gesellschaft für Missionswissenschaft
- Patrick Romuald JIE JIE, Université de Bertoua, Cameroun
- Pantelis KALAITZIDIS, Volos Academy for Theological Studies, Grèce
- Catherine MARIN, Institut d'Histoire des Missions, Institut Catholique de Paris
- Luis MARTINEZ, Institut international Lumen Vitae de Namur
- Meriadec MEGNIGBETO, Doctorant Institut Catholique de Paris
- Gabriel MONET, Faculté Adventiste de Collonges sous Salève
- Bento Machado MOTA, Instituto de Historia y Antropología de las Religiones, Mexique
- Adrien Franck MOUGOUE, Doctorant Université de Douala, boursier DEFAP à l'Institut Protestant de Théologie
- Ignace NDONGALA, Université de Montréal, Centre Lumen Vitae de Théologie et Pastorale de Namur
- Kjell NORDSTOKKE, School of Theology and Diaconal Ministry, Oslo
- Gheorghe PETRARU, Faculté de Théologie Orthodoxe Université „Alexandru Ioan Cuza” Iași, Roumanie
- Pascale RENAUD-GROSBRAS, Doctorante Institut Protestant de Théologie
- Olivier ROTA, Université catholique de Lille
- Claire SIXT GATEUILLE, Doctorante Institut Protestant de Théologie
- Torstein TRY, Ansgar University College, Kristiansand, Norvège
- Dancille UWIMANA, Doctorante Université Catholique de Louvain
- Gilles VIDAL, Centre Maurice-Leenhardt, Institut

Protestant de Théologie

- Evi VOULGARAKI, National and Kapodistrian University, Athènes
- McTair WALL, Faculté de théologie évangélique, ACADIA University, Wolfville, Canada
- Jean-François ZORN, Institut Protestant de Théologie

\* sous réserve de changements

---

# **Une journée d'études sur le «Discernement de la vocation missionnaire»**

Le Défap y participait ! C'était le 16 mars à l'Institut catholique de Paris, organisé par l'Institut d'histoire des missions lancé en 2022 et auquel sont également associés l'IPT et l'AFOM.



*Dossiers de candidature de missionnaires de la SMEP © Défap*

Claire-Lise Lombard a tenté d'éclairer le processus de discernement des vocations mis en œuvre au sein de la Société des missions évangéliques de Paris entre 1890 et 1960, un sujet abordé par le biais des nombreux dossiers de candidature conservés dans les archives du Défap. Un matériau peu étudié jusqu'ici, qui permet de retracer le parcours des candidats au départ, leur « désir de mission » et l'accompagnement dont ils sont l'objet.

Le programme de cette journée, croisant approche historique, théologique et sociologique, couvrait un large spectre d'expériences missionnaires, dans une étonnante traversée du temps : depuis Patrick, évangéliste de l'Irlande (Ve siècle), jusqu'aux prêtres de la Mission de France (1941) invités non à partir mais à rester « pour apprendre à prier et à dire Dieu, au pas des autres », dans le monde du travail. Ou encore aux « prêtres venus d'ailleurs » pour servir dans des

paroisses françaises, dans un mouvement dit de « mission inversée » : interviewés par une sociologue, Corinne Valasik, certains ont accepté de revenir sur leurs motivations au départ et leur conception de la vocation.

## Missionnaires d'hier et d'aujourd'hui



*Affiche de la journée d'études sur le « Discernement de la vocation missionnaire » organisée à l'ICP par l'Institut d'histoire des missions © DR*

Enfin, le responsable du recrutement de Volontaires de solidarité internationale (VSI) pour le compte des Missions étrangères de Paris (MEP) a partagé son expérience, proche en bien des points de celle du Défap. Les réflexions s'inscrivaient au croisement de l'intime (appel intérieur) et de l'ecclésial (confirmation par la communauté, l'institution).

Missionnaires d'hier et d'aujourd'hui ; d'ici ou de là-bas... Tout a changé... Et pourtant ! Les questions au cœur de l'envoi des disciples du Christ, au cœur d'une foi chrétienne qui est décentrement de soi et service des autres, continuent à

traverser les Églises, en Europe et au-delà.

*Claire-Lise Lombard, responsable de la bibliothèque du Défap*

---

## **« La mission inversée ? » : le texte intégral du webinaire**

La première session des « Jeudis du Défap », le 4 avril, avait pour thématique : « La mission inversée ? Peut-on véritablement parler de mission du Sud vers le Nord ? » Avec pour introduire les débats Jean-Pierre Anzala, responsable de l'Échange théologique au Défap, et comme intervenants Corinne Valasik, maîtresse de conférences en sociologie à l'Institut Catholique de Paris, et Adrien Franck Mougoué, doctorant en Histoire de Religions, Département d'Histoire, Université de Douala. Vous avez pu en voir le replay sur le site du Défap ; retrouvez aujourd'hui la retranscription intégrale des interventions, réalisée en partenariat et diffusée simultanément par [Forum protestant](#), et par l'hebdomadaire [Réforme](#). Prochain rendez-vous : le 5 septembre, sur le thème : « Le pardon chez Paul Ricœur : une proposition de construction socio-politique de la paix ».

# Les Jeudis du Défap

Conférences en ligne

**4 avril** 2024

## LA MISSION INVERSÉE ?

*Peut-on véritablement parler de mission du Sud vers le Nord ?*



**Corinne VALASIK**,  
enseignante chercheuse  
en Sociologie (ICP et GSRL)



**Adrien Franck MOUGOUE**,  
Doctorant en Histoire de Religions  
(Université de Douala Cameroun  
en Congé de recherche à l'IPT)

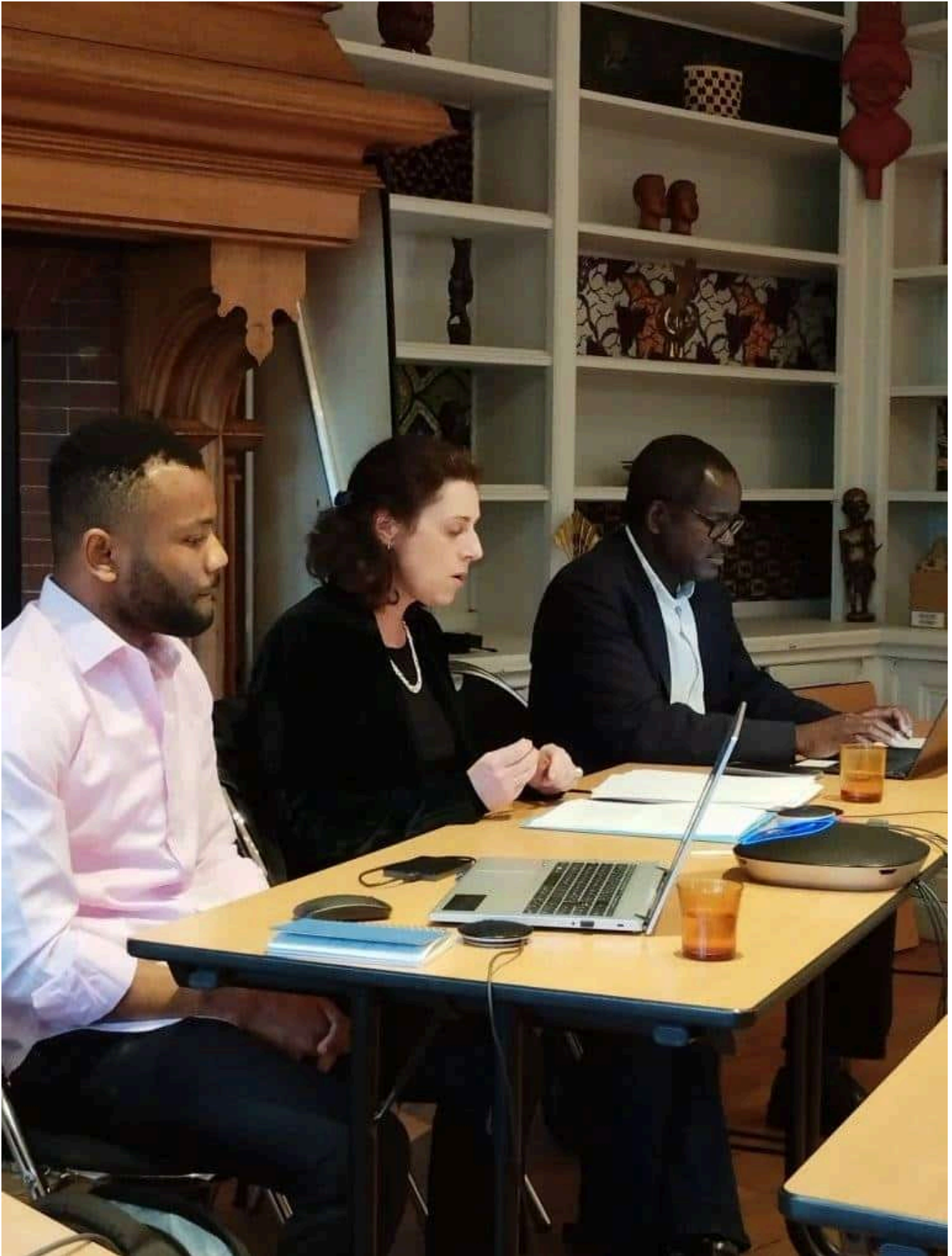
## Jean-Pierre Anzala

Bienvenue à tous aux Jeudis du Défap, anciennement Jeudis de la mission. Une évolution de nom pour dire que le Défap se présente comme un lieu identifié de la réflexion missiologique contemporaine, visant à la diffusion des dernières recherches et idées de la missiologie. Nous nous donnons aussi pour objectif de croiser les regards et les lectures théologiques du Sud et du Nord, d'ouvrir un espace pour faire entendre la voix des jeunes chercheurs boursiers du Défap.

Notre première rencontre ce soir est intitulée La mission inversée, Peut-on véritablement parler de mission du Sud vers le Nord ? Pour y répondre, nous avons invité Corinne Valasik, maîtresse de conférence en sociologie à l'Institut catholique de Paris et membre du GSRL, dont les travaux portent actuellement sur les migrations religieuses et notamment le cas spécifique des prêtres africains en France. Il s'agira de

comprendre comment ces prêtres analysent leur trajectoire et comment celle-ci est perçue par les catholiques de France. Ces croisements permettront de faire émerger les enjeux de réflexion qui dépassent ce cadre particulier. Nous avons aussi invité Adrien Franck Mougoué, qui est doctorant en histoire des religions, (département d'histoire de l'Université de Douala au Cameroun, en séjour d'études à l'Institut Protestant de Théologie-Faculté de Montpellier) dans le cadre d'une bourse de recherche du Défap. Ses travaux portent sur l'implantation en Europe (France, Suisse et Belgique) des communautés chrétiennes issues de l'immigration, plus précisément de l'Église presbytérienne camerounaise (EPC) de 1989 à 2018. À travers les activités évangélisatrices de ces communautés et le discours théologique qui les accompagne, il analyse comment le presbytérianisme camerounais a essaimé en francophonie.

Merci donc à vous deux. Dans le protestantisme, le catholicisme, ces phénomènes peuvent-ils être vus comme un mouvement missionnaire inversé des anciens pays de la mission vers la France, devenue terre de mission ? Les missionnés sont-ils devenus des missionnaires en France au 21<sup>e</sup> siècle ? Corinne Valasik va commencer et nous dire si les prêtres catholiques venus d'ailleurs constituent un corps missionnaire organisé aujourd'hui en France ?



*Vue des intervenants lors du webinaire © Défap*

**Corinne Valasik**

Merci beaucoup pour cette invitation aux Jeudis du Défap. Je

vais essayer de répondre à la question que vous avez extrêmement bien posée à partir d'une enquête sociologique que je suis en train de finaliser (puisque je suis sociologue du catholicisme) et dont je vais exposer certains points.

Je me suis intéressée aux prêtres africains qui viennent en France pour essayer de comprendre comment ils sont venus, leur vision du catholicisme français et de la France. Je voulais voir les effets de transformation pour eux, c'est-à-dire en quoi le fait d'être présents modifie ou non leur identité à travers un éventuel processus identitaire. Et aussi essayer de voir comment cela pouvait modifier leur environnement, c'est-à-dire les personnes autour d'eux, la paroisse, les fidèles et éventuellement aussi les prêtres français présents. Plus généralement, il s'agissait de retravailler la question du rôle des religions en migration, qui me semble un élément extrêmement important et pourtant pas toujours travaillé en France où on parle des migrations en général mais pas forcément de la dimension religieuse. L'autre aspect important est la cohabitation des différentes mémoires sur un territoire particulier.

Mon travail a consisté en de très nombreux entretiens autour de prêtres africains présents en France. Ce sont des entretiens qui sont anonymisés, enregistrés, retranscrits totalement, qui durent de 2 à 4 heures, qui sont parfois repris plusieurs fois avec les mêmes personnes. J'ai vu des prêtres et religieux africains, j'ai également rencontré des religieuses venant d'Afrique pour pouvoir contraster un peu ce regard et essayer de voir leur manière de concevoir ces situations. J'ai évidemment vu des prêtres français, des fidèles français et des fidèles d'ascendance migratoire africaine, des évêques français et des évêques africains.

*Au sein de l'Église catholique, une augmentation du nombre de prêtres étrangers, qui viennent à 80% d'Afrique*

C'est un sujet qui est de plus en plus traité dans la presse, en tout cas en France où cela devient une réalité un peu plus connue. Il s'agit normalement d'une situation temporaire puisque ces prêtres ne sont censés venir en théorie que pour un temps de 7 ans maximum. Il y a cette idée qu'ils viennent pour un temps et qu'ensuite, le catholicisme redeviendra comme les Français ont pu le connaître préalablement. Or on se rend compte que depuis quelques années, autre chose est en train de se mettre en place avec la diminution statistique du nombre de prêtres en France, notamment via la diminution du nombre de vocations en France qui s'est accentuée en quelques années. Sur le territoire français, il y a environ 5000 prêtres au plus qui sont actifs dont une partie d'entre eux ont plus de 65 ans. Même si l'âge médian diminue, la pyramide des âges est vieillissante et le taux de renouvellement ne permettra pas de conserver ce nombre de prêtres. On met beaucoup à l'honneur actuellement l'augmentation du nombre de jeunes dans les séminaires, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils iront jusqu'au bout de leurs études ou deviendront prêtres. De même, l'augmentation du nombre des catéchumènes ne veut pas forcément dire que ces catéchumènes vont ensuite éventuellement devenir diacres pour suppléer partiellement aux prêtres (même s'il y a une augmentation des diacres).

L'Église de France a fonctionné d'une manière particulière depuis quelques années en s'appuyant sur l'encyclique *Fidei donum* (Don de la foi). Mais il y a eu un retournement paradoxal car cette encyclique du pape Pie XII en 1957 avait pour objectif au départ de soutenir les Églises d'Afrique et d'Amérique latine. Le but était que des missionnaires, des prêtres, des religieux d'Europe partent dans ces pays pour les soutenir. Depuis les années 1980 et 1990, un mouvement inverse est en train de s'opérer puisque certains évêques en France (car cela se passe par diocèse et n'est pas organisé de façon centralisée) font appel à des évêques ou des diocèses à l'étranger avec lesquels ils ont des liens préalables et leur demandent de faire venir des prêtres. On voit donc peu à peu

une augmentation du nombre de ces prêtres étrangers qui viennent à 80% d'Afrique. La première possibilité, ce sont ceux qu'on appelle les prêtres Fidei donum et qui restent attachés à leur diocèse d'origine. Ils dépendent de leur évêque, dans leur pays, mais sont envoyés pour une durée maximale de 7 ans (pas plus longtemps normalement) dans le diocèse français avec lequel il y a un partenariat. La deuxième possibilité, ce sont ceux qu'on appelle les prêtres étudiants, une terminologie que certains considèrent comme dévalorisante puisque cela les fait retomber dans un statut préalable d'étudiant. D'autres prêtres peuvent venir avec le statut de religieux ou encore durant les vacances d'été pour remplacer des prêtres français. Ce qui se fait moins à l'inverse, ce sont les prêtres français qui viendraient remplacer des prêtres d'Afrique (j'emploie le terme « Afrique » et non « les Afrique », ce qui serait à expliciter par ailleurs).

*« L'Évangile ne se chiffre pas »*

D'où viennent ces prêtres ? Essentiellement du Congo-Kinshasa, du Burkina Faso, de Madagascar, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Congo-Brazzaville, du Togo, du Sénégal, du Burundi, du Rwanda ... Sans grande surprise, ils viennent surtout de pays francophones. Environ 20% de prêtres ne viennent pas d'Afrique mais essentiellement d'Asie (Inde et Vietnam), le reste d'Amérique du Sud. Il y a encore des prêtres qui viennent d'Europe (Pologne et Italie) mais il n'y a pas tellement de chiffres puisqu'ils n'ont pas besoin de visa pour venir. L'organisation se fait diocèse par diocèse et au sein même des diocèses, tout n'est pas toujours clair pour savoir qui vient, combien ils sont et où.

Lorsqu'ils viennent, ce sont généralement leurs évêques qui leur ont proposé de venir et l'arrivée en France est vue pour une grande partie des prêtres que j'ai pu rencontrer (et aussi pour certains membres de leurs familles avec qui j'ai pu avoir

des entretiens) de façon positive, comme une sorte d'ascension migratoire. Il est valorisant d'être choisi, sélectionné, distingué par l'évêque pour venir en France. Ils viennent donc pour être soit en Fidei donum (c'est-à-dire en paroisse), soit pour poursuivre des études. Dans ce dernier cas, c'est souvent parce que l'évêque a en tête pour eux (qu'il le leur dise ou pas) un projet de poste dirigeant à leur retour. L'évêque étranger va alors décider avec l'évêque français des études suivies sans forcément demander préalablement quel type d'études semblerait le plus pertinent pour la paroisse où est le prêtre ou le diocèse dans lequel il est présent.

### *Des conditions d'accueil différentes selon les diocèses*

On fait venir des prêtres de l'étranger pour suppléer au manque de prêtres français mais on n'est pas dans une répartition selon les véritables besoins, on les place là où il y a la possibilité de les accueillir d'un point de vue financier (qui est important). Ce ne sont pas eux qui décident forcément de venir et ce sont les accords entre diocèses qui structurent leur venue. D'où des conditions d'accueil différentes : certains diocèses vont savoir les accueillir, avec de l'accompagnement, d'autres moins.

Même si on les a prévenus et qu'ils ont de la famille en France qui leur a dit que la France était un pays sécularisé où la pratique n'était pas du tout la même, il n'empêche qu'il y a toujours un choc culturel quand ils arrivent. Toute population en expatriation vit ce choc culturel, ce n'est pas le fait de ce groupe particulier. La différence ici est que ce choc n'est pas seulement culturel mais statutaire avec une situation qui est vécue comme dévalorisée. Autant le prêtre peut être vu pour la plupart d'entre eux dans leur pays comme un notable ou un futur notable, une personne importante à qui les gens vont aller demander des conseils, qui a un rôle assez important voire structurant ... autant ils se rendent compte en France combien le statut de prêtre est peu valorisé. Avec

même, suivant les endroits où ils vont aller, une logique d'invisibilisation de leur statut : s'ils ne sortent pas de leur presbytère, s'ils ne vont pas à la rencontre des fidèles, il se peut qu'ils passent des journées quasiment entières sans rencontrer qui que ce soit ... En dehors même du choc culturel, il leur faut comprendre comment on organise les relations sociales en France, comment on se situe dans l'espace avec la question toute simple : pourquoi suis-je ici ? Car assez rapidement, tous me disent qu'ils s'interrogent sur le sens de leur venue. Ils s'interrogent sur des registres émotionnel, narratif, théologique et psychologique pour essayer de retrouver un ensemble de réponses à travers ces différents répertoires dont ils disposent.

### *Une identité transformée par la venue en France*

Pour essayer de trouver des réponses à ce qu'ils vivent, ils vont dans un premier temps s'appuyer sur d'autres collègues qui vivent les mêmes situations car ils sont aussi dans ces logiques migratoires. Ils vont très peu s'en ouvrir à leurs familles. C'est ce qu'on retrouve dans les logiques classiques de migration classique où on ne dit jamais tout à sa famille. Être très en lien avec leurs collègues, échanger un certain nombre d'éléments avec eux et s'appuyer sur eux va leur permettre de commencer à entrer dans leur statut en France et de travailler leur identité individuelle. Cette identité, transformée par leur venue en France, est de plus en plus transnationale, c'est-à-dire à la fois appuyée sur leur pays d'origine (incarné ici par les collègues en France ou au pays) et en train de se travailler en France. Ces superpositions entre l'identité transnationale et l'identité en train de se retravailler sont d'autant plus fréquentes qu'elles sont portées par les outils numériques (Internet mais surtout par des réseaux de type WhatsApp) permettant d'avoir un lien relativement constant avec l'ailleurs, l'autre pays. Il y a un processus identitaire qui bouge tout en étant en lien avec différents espaces territoriaux, et donc une intégration

différentielle.

L'organisation de leur pratique religieuse est un autre élément important. Ils pensent qu'ils parlent la même langue que les Français mais très régulièrement, des paroissiens et paroissiennes plutôt âgés vont faire des commentaires sur leur accent. Ce qui est révélateur de la manière dont on conçoit la migration en France car on n'est pas si habitué à ce qu'il y ait une pluralité dans la manière de s'exprimer en français : le français ne peut être dit, entendu que d'une certaine façon. Alors qu'il y a bien longtemps que les Britanniques ont fait leur deuil de l'idée que tout le monde parlait le même anglais qu'eux, on est en France dans une espèce d'imaginaire où il n'y aurait qu'un français et que la francophonie correspondrait au français de France. Grâce à cette population de prêtres étrangers, il y a une diffusion de ce français venu d'ailleurs, travaillé, par exemple sénégalisé, avec d'autres expressions, d'autres imaginaires qui amènent à des effets de déplacement pour les fidèles français (s'ils jouent le jeu) comme pour les prêtres étrangers (qui se rendent compte eux aussi qu'il y a d'autres manières de travailler cette francophonie).

*Comment gérer le décalage ?*

Comment gèrent-ils ce décalage ? Ils ont généralement une période de remise en question, d'interrogation sur comment le surmonter. Ils vont très souvent essayer de renverser la situation en disant : « Si nous sommes ici, c'est parce que nous y avons été envoyés par Dieu. C'est une sorte de chemin de croix que nous devons vivre. Et même si cela n'a pas forcément de sens, nous devons l'accepter et vivre avec ». D'autres vont dire (il y a une pluralité de profils donc d'interprétations de leur situation) : « Si nous sommes ici, c'est justement comme des missionnaires. Puisque nous sommes les missionnés, c'est nous qui sommes les porteurs du christianisme juste, celui qui a été préservé, n'a pas été

trop tirailé ou travaillé par la modernité. Si nous venons en France, c'est pour le ramener, le faire revivre sur le territoire français ». Certains peuvent en effet se vivre comme missionnaires, ce qui peut se faire en affinité avec la nouvelle interprétation de l'Église catholique, présentée comme Église par nature missionnaire. Certains vont être dans cette logique-là avec même la volonté d'évangéliser certaines populations françaises, d'aller davantage dans certains quartiers paupérisés, en considérant que le catholicisme tel qu'il est présent en France n'est pas assez actif ni présent dans tous les territoires français. Car ils trouvent que certaines classes sociales sont plus représentées que d'autres et qu'il faudrait aller au contact de ces autres classes sociales.

### *Un effet d'hybridation*

Enfin, contrairement souvent à l'idée qu'on pourrait avoir, une partie d'entre ceux que j'ai pu suivre sont revenus dans leur pays. Et en revenant, il y a bien évidemment un effet d'hybridation avec ce qu'ils ont vécu en France et qui (me disent-ils) retravaille toutes les questions de mémoire : mémoire de la colonisation et mémoire de l'évangélisation. Tout en étant dans un nous collectif, ils s'interrogent sur la manière de vivre une théologie qui serait proprement adaptée au territoire dans lequel ils sont présents, au diocèse auquel ils sont rattachés : comment maintenir la tension entre le local et le global pour pouvoir se requestionner sur leur identité catholique alors qu'ils ont eu et pu découvrir d'autres manières de faire ?

On oublie une importante question numérique : il y a beaucoup plus de vocations catholiques en Afrique qu'en Europe mais si on fait des calculs au kilomètre carré, on se rend compte qu'il y a encore actuellement beaucoup plus de prêtres présents en Europe qu'en Afrique. L'argument selon lequel il y a plus de prêtres en Afrique et qu'on peut les faire venir en

Europe sans fragiliser les Églises africaines ne tient donc pas complètement la route et commence de fait à être questionné. Y compris au niveau du Vatican où il y a un ensemble de réflexions là-dessus et où on se demande comment aider l'Europe à repenser sa propre organisation en période de crise des vocations sans faire forcément appel (en tout cas pour un temps si long) à des prêtres venus d'ailleurs.



*Vue des intervenants lors du webinaire © Défap*

## **Jean-Pierre Anzala**

Merci pour cette première intervention où l'on voit les conséquences d'un processus de transformation identitaire sur le fait même de s'identifier comme être missionnaire ou missionné. La parole est à Adrien Franck Mougoué pour lequel ma question est : l'implantation des communautés de l'Église presbytérienne camerounaise constitue-t-elle un mouvement missionnaire organisé en France, en Suisse ou en Belgique ?

## **Adrien Franck Mougoué**

Je tiens à remercier le Défap de nous avoir associés à cette première édition des « Jeudis du Défap ». Les enjeux sont énormes et j'espère que ces échanges permettront de les éclaircir davantage. La mission inversée est une thématique que j'ai découverte lors de mes travaux de terrain pour la rédaction de mon mémoire de Master. Je m'étais rendu compte de l'existence des communautés presbytériennes camerounaises en Europe et ce qui avait attiré mon attention était que l'Église centrale au Cameroun en avait une connaissance très limitée. Je m'étais alors dit qu'il pouvait être intéressant de faire connaître le fonctionnement et l'évolution de ces communautés dans les sociétés francophones européennes (France, Suisse et Belgique) et leur rapport à l'Église centrale de 1989 à 2018.

*Beaucoup de Camerounais se dirigent vers les pays francophones*

La migration est un phénomène vieux comme le monde et les études en missiologie datent aussi d'un certain temps. Dans le phénomène de diffusion du christianisme à partir du 19<sup>e</sup> siècle, la trajectoire est celle de la colonisation du Nord vers le Sud. Les sociétés et entreprises missionnaires ont foisonné en Afrique et plus particulièrement au Cameroun : aussi bien européennes qu'américaines, aussi bien protestantes que catholiques. Parmi elles, la mission presbytérienne américaine (MPA), qui s'installe précisément en pays Bulu (1), au Sud du Cameroun dès 1879. On doit à l'objectivité de dire que la présence de la MPA sur les côtes camerounaises remonte aux années 1850, où les premiers missionnaires américains en provenance du Liberia commencèrent l'œuvre d'évangélisation depuis Batanga, banlieue de Kribi (ville côtière du Sud Cameroun), en évoluant jusqu'au pays Bulu. Elle évangélise cette partie du Cameroun et permettra plus tard, en 1957, la naissance de l'Église Presbytérienne Camerounaise (EPC). Par ailleurs, avec les grandes vagues migratoires que l'Afrique

connaît à partir des années 1980 et 1990, on observe une inversion des rôles et des pôles dans la dynamique d'expansion du christianisme : la situation d'instabilité politique dans la majorité des États africains nouvellement indépendants pousse de nombreux Camerounais à chercher de meilleures conditions de vie ailleurs. Étant donné le passé colonial, beaucoup de Camerounais se dirigent vers les pays francophones où des familles sont déjà présentes et peuvent les accueillir. De fait, ils emportent avec eux, de manière intrinsèque, un legs culturel et culturel dans les pays d'accueil.

Une fois en Europe, de petits groupements se constituent. Dans la majorité des cas, l'initiative vient d'une figure charismatique à l'exemple de l'Ancien d'Église, comme Jean Calvin Tchek, leader fondateur des communautés EPC en France, qui, avant d'arriver en France, était déjà consacré ancien d'Église au Cameroun. Venu en France comme professionnel dans le domaine de la santé, il intègre l'hôpital de Rothschild après une période de recyclage et de formation. Un jour, lors d'un repos, il reçoit une vision lui demandant de continuer son élan évangélique entamé au Cameroun. Il en fait part à son épouse et à ses confrères camerounais de l'Église qui prennent cet appel au sérieux. Ils se regroupent en un petit comité pour lui dire que s'il a reçu une pareille vision du Seigneur, il faut la mettre en pratique et ne pas la négliger. Il rend alors visite aux familles présentes sur son territoire qui l'invitent pour des prières lors des anniversaires, mariages ou funérailles. Le groupe grandit et ils finissent par se dire qu'il ne suffit plus d'aller dans les familles ou de louer des salles : il faut trouver un lieu fixe où accueillir ce grand nombre de fidèles et un label pour pouvoir créer une association culturelle en France. C'est ainsi que va naître l'Association culturelle des Camerounais en France.

*À un moment, ces communautés éprouvent le besoin d'être reconnues comme Église presbytérienne établie en France*

Cela met en jeu tout un processus. Cette association culturelle accueille et aide désormais les nouveaux arrivants camerounais en France, légaux comme illégaux, dans leur processus d'insertion et démarches administratives, et aussi ceux qui étaient en recherche de repères culturels ou sociaux à retrouver les leurs, les confrères camerounais à continuer l'évangélisation au sein du groupe des nouveaux arrivants et déjà présents. L'association fut domiciliée dans un bâtiment de l'Église Réformée de France (ERF) situé dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les nouveaux arrivants intègrent donc cette association où ils peuvent assister au culte presbytérien avec les repères et les pratiques propres aux peuples Bassa (2) et Bulu du Cameroun.

À un moment, ces communautés éprouvent le besoin d'être reconnues comme Église presbytérienne établie en France avec pasteurs, conseils des anciens et sections (paroisses), comme cela existe au Cameroun. Dans la configuration de l'Église presbytérienne camerounaise, le pasteur est le premier modérateur ou responsable de la section. Le souci se pose que certains arrivants se sont familiarisés au culte et au fonctionnement de l'ERF où l'organisation est moins cléricale puisqu'un laïc ou un ancien d'Église peut être responsable de la section. Deux tendances voient alors le jour : d'un côté l'EPC « amendée » qui s'adapte aux pratiques de l'ERF, de l'autre l'EPC « originale », qui conserve les habitudes camerounaises. Lors de l'AG de l'association, l'EPC « originale », groupe de l'A/E Jean Calvin l'emporte et se sépare de l'autre groupe, qui par la suite va chercher des lieux de culte dans les hôtels, les familles ou d'autres associations africaines.

Au début des années 1970, l'Église presbytérienne américaine avait invité un représentant de l'EPC aux États-Unis pour réfléchir au fonctionnement de l'Église au Cameroun. Le secrétaire général de l'époque a donc entrepris ce voyage et fait escale en France où il est entré en contact avec ces

communautés dissidentes et s'est entretenu avec leurs fidèles. Il a vu le nombre grandissant des fidèles et ceux-ci vont lui proposer de créer et diriger une communauté presbytérienne camerounaise reconnue par l'Église mère et en lien avec elle. Il n'a pas refusé la proposition mais est reparti vers les États-Unis. Au retour, il a de nouveau fait escale à Paris où le dimanche, il a assisté à un culte dans une salle d'hôtel. Il a été très impressionné par le nombre des fidèles qu'il avait devant lui et a promis de faire des démarches pour qu'elle soit reconnue par l'EPC. L'initiative est donc venue des fidèles, pas de l'Église mère au pays. Revenu au Cameroun, le secrétaire général a entamé des démarches et envoyé une commission en France pour essayer de voir comment rassembler tous ces fidèles issus de l'EPC (ceux de l'EPC amendée et ceux de l'EPC originale) dans une seule Église Presbytérienne camerounaise en France. Certains fidèles de l'EPC amendée ont alors rejoint ceux de l'EPC originale parce qu'ils ont ressenti le besoin de revenir aux valeurs culturelles et cultuelles camerounaises, de pouvoir chanter ou prêcher en bassa ou en bulu. Une troisième tendance intermédiaire entre les deux autres pourrait s'observer, celle ni amendée, ni originale, qui restait neutre de tous les agissements et portait d'une vision critique l'acte de reconnaissance du SG de l'Église.

C'est en 1989 que la première communauté de l'Église presbytérienne camerounaise établie à Paris a vu le jour sous la dénomination de Pek Nyambe, qui signifie Sagesse de Dieu en bulu. Elle a grandi et attiré beaucoup de fidèles autour d'elle. Les responsables restés à l'écart critiquent l'action du secrétaire général de l'EPC en disant que selon les textes de l'Église, seuls les consistoires régionaux sont habilités à établir une communauté et déléguer un pasteur (alors que dans ces mêmes textes, la seule personne habilitée à représenter l'Église à l'international est le secrétaire général et que les consistoires n'ont de responsabilités qu'au niveau camerounais). De fait, ils affirment l'illégalité de cette

première communauté établie, et font appel au consistoire de leur région ecclésiastique qui envoie sa propre délégation sur place. Une deuxième communauté a alors vu le jour (celle de Sinaï Paris) puis deux autres dont la communauté Libomna.

*L'EPC, une Église marquée par un fond ethnique, tribal*

Les communautés s'appuient sur des textes mais il faut aussi voir l'aspect culturel. La particularité de l'Église presbytérienne camerounaise est que c'est une Église marquée par un fond ethnique, tribal. On peut y rencontrer des fidèles qui disent : « Moi, je ne vais pas à cette paroisse parce que ce sont des Bassa », « Moi je ne vais pas à cette paroisse parce que ce sont des Bulu ». Et la paroisse est en face de leur domicile ! ... Ils préfèrent utiliser plusieurs modes de transport pour aller faire un culte où ils vont se sentir avec les leurs, pouvoir chanter dans leur propre langue. Ce problème au Cameroun se retrouve en Occident et c'est ainsi que l'on assiste à la multiplication des paroisses un peu partout en France (à Lyon, Orléans, Paris ...), en Suisse, en Belgique. Par exemple, les communautés de Suisse sont majoritairement fréquentées par des populations Bulu, ce qui fait que quand des Bulu arrivent, ils intègrent la communauté. Les Bassa aussi mais dès que leur groupe est un peu plus conséquent en effectifs, ils vont se séparer pour créer leur communauté ou leur Église en disant : « Nous aussi, nous sommes une Église presbytérienne ». Le fond culturel, la langue ont donc un fort impact sur la constitution des communautés dans l'Église Presbytérienne Camerounaise.



*Vue des intervenants lors du webinar © Défap*

Reste la question de savoir s'il y a en même temps un élan missionnaire. Selon plusieurs spécialistes des religions, historiens, théologiens ou encore missiologues, la mission est l'annonce de l'Évangile à ceux qui ne l'ont pas encore reçu et son partage (approche théologique). C'est l'approche la plus plausible pour ce qui nous concerne mais un dictionnaire aborde la mission comme « ambition de l'implantation de l'Église ». Si les Camerounais qui ont émigré vers l'Europe l'ont fait pour implanter l'Église en Occident, peut-on parler de mission inversée ? Au-delà de cette implantation, quelles sont les relations entretenues avec les Églises sœurs ? Tiennent-elles un discours interculturel ou œcuménique ? Vont-elles vers l'autre pour convertir des populations occidentales ou bien leur ambition se limite-t-elle aux ressortissants camerounais qui arrivent ?

Ce sont des questions qu'il va me falloir creuser davantage pour la suite de ma recherche, mais ce qu'on peut premièrement observer sur le terrain est qu'au départ, la religion ne faisait pas partie des projets migratoires. Pour beaucoup, les Camerounais ont migré pour diverses raisons professionnelles, familiales, éducatives, etc. Ce n'est qu'une fois arrivés en terre d'accueil que les besoins d'encadrement spirituel se sont faits ressentir et que l'initiative a pris corps.

*Les communautés presbytériennes camerounaises pensent d'abord à évangéliser les ressortissants camerounais*

Deuxième observation : dans le monde protestant en général et l'Église Presbytérienne Camerounaise en particulier, les initiatives missionnaires viennent des fidèles. Il s'observe aussi qu'en contexte migratoire, les personnes consacrées ou hommes d'Église (pasteurs, Ancien d'Église) perdent parfois de leur statut de prestige qu'ils revêtaient dans leur société de départ. Le discours de l'Église centrale aux fidèles installés à l'étranger est : « *Mettez sur pied une communauté ! Débrouillez-vous pour trouver un moyen ... Et lorsque vous serez bien structurés, faites-nous signe et nous viendrons entamer des démarches pour des reconnaissances au niveau institutionnel, soit avec des organismes au niveau de la France ou de la Suisse, soit avec des Églises sœurs au niveau du Cameroun* ». C'est le schéma en ce qui concerne les nouvelles paroisses étrangères de l'Église Presbytérienne Camerounaise, mais aussi pour beaucoup d'autres Églises dans le paysage protestant français : les communautés kimbanguistes, évangéliques camerounaises, malgaches, coréennes et bien d'autres ... C'est une particularité dans un monde protestant qui ne respecte pas forcément une structure très cadrée et contrôlée pour fonder des communautés.

Pour terminer, on dira que dans leur discours, les communautés presbytériennes camerounaises pensent d'abord à évangéliser

les ressortissants camerounais avant de toucher la société européenne. Mais cela n'empêche pas que ces communautés soient ouvertes aux relations œcuméniques, à l'interculturalisme avec d'autres communautés, institutions ou organismes. Il va falloir à mon avis encore un grand travail de structuration, dialogue et communication pour aider ces communautés à mieux s'intégrer à la société d'accueil dans laquelle elles se trouvent.

*(1) Le bulu (ou boulou) est une langue bantoue parlée par entre 1 et 2 millions de locuteurs, principalement dans la région Sud du Cameroun le long des frontières avec le Gabon et la Guinée Équatoriale (il est apparenté aux langues fang parlées dans ces pays). Il a été codifié par l'Église presbytérienne camerounaise qui en a fait une de ses langues de prédication et d'enseignement.*

*(2) Le bassa (ou basaá) est une langue bantoue parlé dans la région d'Édéa et de Douala.*

---

## **Adrien Franck Mougoué et la «mission inversée»**

En ce mois d'avril dans « Courrier de mission », Guylène Dubois a reçu Adrien Franck Mougoué. Étudiant en histoire des religions à l'université de Douala, au Cameroun, il effectue un séjour d'une année en France pour des recherches dans le cadre d'une thèse sur l'implantation de communautés de l'Église presbytérienne camerounaise en France, et Suisse et en Belgique. Issue des missions occidentales (en

l'occurrence, de la Mission Presbytérienne Américaine), l'EPC développe ainsi en retour une activité missionnaire en Europe. Mais ce projet missionnaire faisait-il déjà partie des préoccupations des Camerounais venus en Europe ? Peut-on véritablement parler aujourd'hui d'une « mission inversée » ?



*Adrien Franck Mougoué lors de l'enregistrement du numéro d'avril de « Courrier de mission » dans les locaux de Radio FM+, à Montpellier © Radio FM+ / Défap*

Vous avez peut-être eu l'occasion d'entendre [Adrien Franck Mougoué](#) lors de la [première session des « Jeudis du Défap »](#), le 4 avril dernier : consacrée aux relations complexes et aux mouvements de personnes entre Églises d'Afrique et de France, que ce soit côté catholique ou côté protestant, elle posait la question de l'existence, à travers ces échanges, d'une « mission inversée ». Vous l'avez peut-être aussi croisé [le 18 avril lors du webinaire de la CLCF](#) (la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone) sur « Les communautés chrétiennes de l'Église presbytérienne camerounaise en Europe ». Ce dimanche 21 avril, il était l'invité de Guylène Dubois pour l'émission mensuelle du Défap, « Courrier de mission », diffusée sur Fréquence protestante et coproduite avec Radio FM+.

Étudiant en histoire des religions à l'université de Douala, au Cameroun, Adrien Franck Mougoué effectue un séjour d'une année en France, en bénéficiant d'un soutien financier du Défap, dans le cadre de recherches pour une thèse sur l'implantation de communautés de l'Église presbytérienne camerounaise en France, et Suisse et en Belgique. Une implantation qui a suivi le mouvement des migrations de Camerounais vers l'Europe et les pays francophones, mais qui n'obéissait pas forcément à un projet préexistant de l'EPC : comme Adrien Franck Mougoué a pu le constater au cours de ses recherches, l'apparition de ces communautés a pu se faire sans que les dirigeants de l'EPC au Cameroun en aient véritablement conscience. Et leur existence même a d'ailleurs fini par se traduire par des problèmes structurels au sein de l'Église presbytérienne camerounaise, laquelle a fini par se doter d'un « consistoire Europe » pour tenter de rassembler ces communautés nées de manière indépendante.

## **Adrien Franck Mougoué et la « mission inversée »**

*Courrier de Mission*

*Émission du 21 avril 2024 sur Fréquence Protestante*

### **Des communautés liées à une langue et à une région**

Pour Adrien Franck Mougoué, ces travaux de thèse s'inscrivent dans la continuité de ceux qu'il avait lancés depuis plusieurs années sur l'EPC, Église à laquelle il avait déjà consacré un mémoire en 2015 ; mais il s'agissait alors pour lui d'étudier les phases du développement de l'EPC au Cameroun. Au fil de ses recherches, il a découvert, comme il le dit lui-même, « plusieurs pans méconnus de l'histoire de l'EPC » : une histoire complexe qui s'inscrit dans le riche contexte du protestantisme camerounais.

Le Cameroun est un pays qui pourrait être un continent. Plus de 200 ethnies et autant de langues, réparties dans des

milieux naturels très contrastés : c'est une « Afrique en miniature », comme on l'entend parfois dans la bouche de Camerounais. Dans ce paysage fourmillant, le protestantisme s'est implanté de longue date, apportant l'Évangile dès le XIX<sup>ème</sup> siècle, avec tout d'abord les baptistes, incarnés par le Jamaïcain Joseph Merrick et l'Anglais Alfred Saker. Ils ont été suivis par les presbytériens américains, puis par des arrivées successives de missionnaires d'Europe, dont ceux de la Société des Missions Évangéliques de Paris. Les protestants ont construit les premières écoles, les premiers hôpitaux, la première université : l'Université protestante d'Afrique centrale, à Yaoundé. Sa faculté de théologie, où se retrouvent de futurs pasteurs, mais aussi des étudiants catholiques ou musulmans, accueille aujourd'hui dans une perspective interdénominationnelle des étudiants venant de différents pays des sous-régions d'Afrique Centrale et de l'Afrique de l'Ouest. C'est dans une école protestante qu'a été composé l'hymne national camerounais ; et il n'est pas rare de voir en pleine ville des panneaux publicitaires affichant des versets bibliques pour le compte de telle ou telle Église.



*Guylène Dubois avec Adrien Franck Mougoué dans les locaux de Radio FM+, à Montpellier © Radio FM+ / Défap*

Le protestantisme camerounais porte aussi l'héritage des missionnaires successifs qui ont fondé autant d'Églises dans les diverses régions du pays : à l'ouest les baptistes, au nord les luthériens, au sud la mission américaine... Une géographie dont l'évolution se poursuit avec la croissance plus récente d'Églises pentecôtistes qui font concurrence aux Églises dites « historiques ». À ces lignes de partage s'ajoutent d'autres, parfois internes aux Églises, en fonction des ethnies, créant de sensibles jeux d'équilibre, voire des conflits, dans la gestion des diverses instances ecclésiales. Une situation qui n'est pas propre aux Églises, dans un pays où structures étatiques et structures traditionnelles se superposent sans s'opposer, où l'on peut retrouver des héritiers des dynasties royales, des lamibé ou des sultans, en poste dans des ministères à Yaoundé. À cela s'ajoute encore le poids de l'histoire : la division entre Cameroun francophone et Cameroun anglophone, héritage des colonies allemandes passées sous mandat français et britannique à l'issue de la Première Guerre Mondiale...

L'Église presbytérienne camerounaise, objet des recherches d'Adrien Franck Mougoué, est bien représentative de cette histoire complexe. Issue des missions occidentales (en l'occurrence, de la Mission presbytérienne américaine), elle s'est peu à peu rendue autonome de ses « pères fondateurs » ; on aurait pu penser qu'à l'étranger, elle créerait des communautés plus facilement aux États-Unis, mais c'est en fait plutôt dans les pays francophones d'Europe que des rejetons de l'EPC sont apparus. Suivant en cela les parcours individuels de Camerounais venus s'installer d'abord en France, puis en Belgique et en Suisse, avant de tenter de se regrouper par familles, puis de s'organiser pour retrouver une vie communautaire et spirituelle proche de celle qu'ils connaissaient dans leur région d'origine. C'est le parcours de ces différentes communautés, liées avant tout à une région et à une langue, voire à un village, qu'Adrien Franck Mougoué tente de retracer dans ses travaux.

---

# Réformer l'Église en vue de sa mission

Le Synode national de l'Église protestante unie de France accueillera du 8 au 11 mai 2024 à Toulon, 200 délégués et invités.



© EPUdF

Outre l'examen des différents rapports annuels, le Synode poursuivra son travail sur le thème « Mission de l'Église et ministères » avec l'équipe des rapporteurs nationaux.

Depuis 2021, le Conseil national a initié ce processus synodal courant sur plusieurs années :

- Dans un premier temps, allant jusqu'au Synode national

2022, il s'est agi de discerner une vision globale et de grandes orientations associées.

- Dans un second temps, il s'agit maintenant de réformer l'Église en vue de sa mission. À cette fin, toutes les paroisses ont participé à la réflexion et transmis leurs avis. Les retours de leurs travaux ont fourni un point de départ aux échanges des neuf synodes régionaux qui se sont tenus à l'automne 2023. Chacun de ces synodes a alors élaboré et voté un document exprimant son avis sur le sujet. Ces avis rassemblés sont à la base du texte proposé aux débats du synode national.

Cette session sera donc particulièrement importante, car elle décidera des grandes orientations de la vie de l'Église pour les prochaines années, des ministères et de la formation. La pasteure Sibylle Klumpp, présidente du Conseil régional PACCA, sera la modératrice de cette session et conduira les travaux de cette assemblée composée de deux cents délégués et invités réunie au Palais du commerce et de la mer à Toulon.

La pasteure Marie Odile Wilson assurera l'aumônerie avec une équipe de musicien et le culte final qui aura lieu le samedi 11 mai 2024 à 10 h 30 au temple protestant, 22 rue Picot à Toulon où seront accueillis neufs nouveaux pasteurs reconnus au service de l'Église protestante unie de France.

Décryptage des temps forts de ce synode, lors de l'émission « Escalpe protestante » proposée sur RCF par les Églises protestantes du Var : présentation par la pasteure Silvia Ill et par Corinne Bianquis, membre du conseil presbytéral de l'Église unie de France à Toulon.

---

# **La théologie interculturelle, entre Bossey, Yaoundé et Montpellier**

Durant le mois de janvier 2024, Jean-Patrick Nkolo Fanga, Recteur de l'Institut supérieur presbytérien Camille-Chazeaud et professeur de théologie pratique, pasteur de l'Église presbytérienne camerounaise, a eu l'occasion de réaliser des projets de collaboration dans le cadre de la théologie interculturelle grâce au soutien du Défap. Tout d'abord en Suisse, à l'Institut œcuménique de Bossey ; puis à l'Institut protestant de théologie, faculté de Montpellier. Il raconte.



*Jean-Patrick Nkolo Fanga © DR*

Durant le week-end du 19-20 janvier 2024, je suis intervenu en binôme avec Madeleine Wieger (Université de Strasbourg) dans le cadre de la formation à la théologie interculturelle organisée à l'Institut œcuménique de Bossey par plusieurs institutions académiques (IPT, Bossey) et inter-ecclésiastiques (Défap, DM).

Il s'agissait de partager avec les participants diverses perspectives culturelles au sujet de l'Église et des ministères sous le prisme des ministères de guérison. Didier Halter de l'Office protestant de la formation des Églises de Suisse romande animait cette session.

Quelques jours plus tard, je participais à une séance de

Master animée par Christophe Singer sur la conversion à l'IPT de Montpellier. J'ai partagé avec les participants les enjeux et défis de la conversion en contexte africain. L'inverse avait eu lieu en novembre 2023 où, grâce au Défap, j'avais accueilli Christophe Singer à Yaoundé puis à Foulassi (sud Cameroun) pour intervenir dans deux cours que j'anime, l'un en théologie pastorale, l'autre au sujet de l'évangélisation. Christophe a eu la possibilité de partager avec nous ses réflexions comme théologien français.

## **Donner des clés d'interprétation et de compréhension**



*Une session de la première formation à la théologie interculturelle donnée à l'Institut œcuménique de Bossey © Gloria Koymans/COE*

L'arrière-plan culturel des peuples d'Afrique est marqué par la reconnaissance des interactions entre le monde spirituel et le monde temporel ce qui influence le discours théologique et les pratiques ecclésiales.

Ma participation aux activités de dialogue interculturel en milieu ecclésial a pour objectif de donner des clés d'interprétation et de compréhension des personnes influencées par la culture des peuples d'Afrique qui se retrouvent en contexte français ou européen dont les réalités ne sont pas les mêmes.

*Jean-Patrick Nkolo Fanga*